

Saida Neghza appelle à lever les obstacles



Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5391 - Jeudi 3 juin 2021 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

Le barrage de Souk N'tlatha ne pourra pas être livré en 2021

Page 16

A plus de 300, l'envolée du nombre de cas positifs inquiète

Les mesures anti-coronavirus ne sont plus respectées

Page 3

Amical (Algérie - Mauritanie 4-1)



Les «Verts» déroulent et préservent leur invincibilité

Page 15

Exposition de Kenza Daoud «Moufftarissoun»

Voyage dans un monde complexe

Page 7

Mostaganem

Le désert économique dévaste les ambitions des jeunes du Dahra

Page 4

Entretien du président de la République à l'hebdomadaire français «Le Point»

«On peut détester Tebboune, mais pas détester son propre pays»



Ph/Le Point

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accordé une longue interview à l'hebdomadaire français «Le Point», au cours de laquelle il a abordé plusieurs dossiers de l'actualité nationale et internationale. L'entretien a été réalisé à Alger par nos confrères Kamel Daoud et Adlène Meddi. Page 2

Campagne électorale pour les législatives

Les candidats jouent leurs dernières cartes

Page 3

Reprise progressive de l'instruction

Demandes de visa pour la France à partir du 17 juin

Page 16

Entretien du président de la République à l'hebdomadaire français «Le Point»

«On peut détester Tebboune, mais pas détester son propre pays»

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accordé une longue interview à l'hebdomadaire français «Le Point», au cours de laquelle il a abordé plusieurs dossiers de l'actualité nationale et internationale. L'entretien a été réalisé à Alger par nos confrères Kamel Daoud et Adlène Meddi.

Par Meriem Benchaoua

Parlant des prochaines législatives du 12 juin, le président de la République a affirmé qu'il «n'y a pas d'autre issue» et que «tous ceux qui veulent entraîner le pays vers l'aventure sont en train de perdre leur temps». «Je sais qu'il y a un engouement pour ces législatives, notamment chez les jeunes, alors que tout récemment, ils ne s'inscrivaient même pas sur les listes électorales», a-t-il indiqué, précisant que «plus de 50 % de la population a moins de 30 ans en Algérie». «Quand j'étais malade et que les rumeurs enflaient, me donnant même comme décédé, la plupart des Algériens étaient angoissés, même parmi ceux qui n'ont pas voté pour moi ou qui ne m'apprécient pas», a-t-il révélé, expliquant l'attitude des Algériens par le fait qu'ils veulent que le pays reste sur la voie de la légalité. A une question sur «une bonne partie de l'opposition» qui aurait choisi de «boy-cotter le scrutin», le chef de l'Etat a rétorqué : «Ce que j'observe à travers tout le pays ne dit pas que les Algériens, dans leur majorité, sont opposés aux élections législatives». Et d'enchaîner : «Vous me dites une bonne partie de l'opposition : combien sont-ils ? Au vu des instruments de mesure dont nous disposons, il s'agit d'une minorité qui se présente comme une majorité grâce à une médiatisation à outrance, notamment outre-mer».

Les Algériens attendent une «reconnaissance totale de tous les crimes commis» par la France

Abdelmadjid Tebboune a affirmé que les Algériens attendaient une «reconnaissance totale de tous les crimes commis par la France coloniale», soulignant que le fait de reconnaître ses crimes est une forme de repentance. «Les Algériens attendent une reconnaissance totale de tous les crimes commis par la France coloniale», a-t-il indiqué, relevant que dans l'histoire de la colonisation, il y a eu «trois étapes douloureuses» pour l'Algérie. Il a cité le «début de la colonisation, avec l'extermination, pendant 40 ans, de tribus entières, des villages entiers décimés et les enfumades. Ensuite, il y a eu la période de la spoliation, quand les terres étaient confisquées aux Algériens pour être distribuées à des Européens». Il a également cité «l'horreur du 8 mai 1945 avec 45 000 morts, et enfin la guerre de Libération, quand les

Algériens ont pris les armes pour libérer leur pays». Le Président Tebboune a fait remarquer que «tout cela ne concerne pas la génération du Président Macron, ni celle de certains intellectuels français, qui sont irréprochables», relevant, toutefois, que «reconnaître ces faits est important». Il s'est ainsi demandé «pourquoi tient-on à la reconnaissance de ce qu'ont subi les Arméniens, les juifs, et ignore-t-on ce qui s'est passé en Algérie ?». Enchaînant sur le rapport Benjamin Stora sur la colonisation, le président de la République a tenu à préciser que «Stora est un historien qui n'a jamais été dans l'excès» et a été «toujours proche de la vérité», précisant qu'il a rédigé un rapport destiné à son Président, mais qui ne nous est pas adressé. A une question sur son insistance sur «la reconnaissance plutôt que la repentance», le Président Tebboune a répondu : «Reconnaître, c'est une forme de repentance».

«Le seul Hirak auquel je crois est le Hirak authentique et béni»

Evoquant le Hirak, le président de la République a affirmé ne croire qu'au Hirak «authentique et béni» ayant ignoré «le chant des sirènes» qui le poussait à aller vers une période transitoire. «Je n'utilise plus ce mot (Hirak) parce que les choses ont changé», a soutenu d'emblée le Président Tebboune. «Le seul Hirak auquel je crois est le Hirak authentique et béni qui a spontanément rassemblé des millions d'Algériens dans la rue. Ce Hirak-là a choisi la voie de la raison en allant à l'élection présidentielle (12 décembre 2019), a expliqué le chef de l'Etat. Il s'est, en outre, dit «étonné» de voir un démocrate «rejeter» les urnes et «prôner» la désignation. Questionné sur le classement par l'Algérie de Rachad et du MAK (Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie) comme mouvements terroristes, le Président Tebboune a indiqué qu'ils se sont eux-mêmes déclarés tels. «Rachad a commencé à mobiliser tous azimuts, à donner des instructions pour affronter les services de sécurité et l'armée. Le MAK a tenté d'agir avec des voitures piégées. Face aux appels à la violence, la patience a des limites», a-t-il martelé.

Réforme des subventions : une réflexion nationale sera entamée après les législatives et les locales

Une réflexion nationale sur la réforme des subventions éta-



tiques, incluant notamment les syndicats, le Cnese et les élus, sera entamée après les élections législatives et locales, a indiqué le président, assurant que l'Algérie restera un «Etat social pour toujours». «Le projet est en cours d'élaboration, j'attends l'élection des Assemblées – Parlement et assemblées locales – pour entamer une réflexion nationale, notamment avec les syndicats, le Conseil national économique et social et environnemental et les élus», a-t-il avancé. Il a tenu, dans ce cadre, à réitérer l'attachement du pays à préserver ses acquis sociaux, consacrés dans la déclaration du 1^{er} novembre 1954. «L'Algérie sera un Etat social ad vitam aeternam, parce que c'est une exigence de ceux qui se sont sacrifiés pour ce pays. La déclaration du 1^{er} novembre 1954 préconisait la création d'un Etat démocratique et social. Tel était le vœu de nos martyrs», a-t-il assuré.

«Je lutterai contre la bureaucratie avec toute mon énergie»

Abdelmadjid Tebboune a assuré qu'il allait continuer à lutter contre la bureaucratie avec toute son énergie. «La situation (du climat des affaires NDLR) n'est pas aussi catastrophique. Il y a des problèmes, des difficultés, peut-être aussi des blocages à cause de la bureaucratie, contre laquelle je lutterai avec toute mon énergie», a-t-il déclaré. «Je l'ai dit aux hommes d'affaires et aux start-up : la bureau-

cratie est notre ennemi commun. Pour le reste, les gens continuent à travailler et à investir, le pays n'est pas à l'arrêt», a-t-il soutenu. Il a tout de même reconnu que «nous avons une économie sous-développée et désarticulée, tournée vers l'importation, sans aucun échange intersectoriel» et contre laquelle «des voix s'élèvent pour dénoncer les blocages dans l'administration, des responsables qui ont peur d'assumer des décisions, une fiscalité qui encourage l'informel, des banques méfiantes...».

«Je ne pense pas au deuxième mandat»

Interrogé sur un éventuel autre mandat présidentiel, il a indiqué qu'il n'y pense pas et que sa mission et de remettre sur pied le pays. «Très honnêtement, je n'y pense pas. Ma mission est de remettre sur pied mon pays, lutter contre les passe-droits, reconstruire les institutions et faire que la République appartienne à tout le monde. Un autre mandat ? Je ne sais pas. On n'est qu'au début de mon mandat», a-t-il ajouté. Sur

un autre plan, le président de la République a indiqué que l'Algérie est un pays «facile à vivre» et que «notre culture de la solidarité est exceptionnelle, on l'a vu pendant la crise sanitaire : les citoyens ont multiplié les initiatives pour s'entraider». Il a rappelé que la santé et l'éducation en Algérie sont «gratuites» et «comparativement aux pays voisins, nous avons eu peu de candidats dans les rangs du groupe Etat islamique et nous comptons moins de harraga, selon les statistiques des centres de rétention en Espagne et en Italie». «On peut être heureux, mais il faut avoir le courage de voir son pays autrement. On peut détester Tebboune, mais pas détester son propre pays», conclut le président de la République.

L'Algérie ne laissera jamais le nord du Mali devenir un sanctuaire pour les terroristes

L'Algérie ne laissera jamais le nord du Mali devenir un sanctuaire pour les terroristes, ni permettra une partition du pays, a-t-il affirmé. «Pour régler le problème au nord du pays, il faut y redéployer l'Etat. Via les accords d'Alger, nous sommes là pour aider Bamako, ce que nous faisons déjà avec la formation des militaires maliens», a-t-il expliqué, évoquant l'accord de paix et de réconciliation au Mali signé en 2015 entre les autorités maliennes et la coordination des mouvements de l'Azawad. Interrogé au sujet de l'éventualité d'une intervention militaire algérienne au Mali, le Président Tebboune a répondu que la Constitution algérienne autorisait désormais ce type d'intervention ajoutant, néanmoins, que «la solution n'est pas là». «En Afrique et dans le monde arabe nous sommes leaders contre la lutte antiterroriste. Cette expérience a bénéficié à tous les pays occidentaux, y compris les Etats-Unis. Nous avons fait éviter des tragédies à la France, à la Belgique et à d'autres. Nous préférons garder cette coopération discrète car il s'agit de sauvegarder des vies humaines en Europe et partout», a souligné le Président.

M. B.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 385 nouveaux cas et 7 décès

L'ALGERIE a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit le même nombre de cas qu'hier (7), portant à 3 504 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle hausse, avec 385 cas, soit 49 cas de plus par rapport au bilan d'hier (336), pour atteindre, au total, 130 361 cas confirmés. R. N.

A plus de 300, l'envolée du nombre de cas positifs inquiète

Les mesures anti-coronavirus ne sont plus respectées

n Alors que la pandémie rôde toujours et le nombre de contaminations au coronavirus ne cesse de s'accroître, dépassant ainsi les 300 cas quotidiennement, le respect par la population des gestes barrière se conjugue au passé.

P.N.E. - Sonaya/J. A.



Par Louisa Ait Ramdane

C'est un relâchement total des gestes barrières, notamment le port de la bavette et la distanciation physique, qui est observé un peu

partout, aussi bien dans les lieux publics, dans les transports en commun, dans les magasins et cafétérias, dans la plupart des administrations,...

Conséquence de l'allègement des mesures de lutte contre le virus et l'absence d'un contrôle

vigoureux, le citoyen a baissé la garde, notamment pour le respect des mesures barrières.

Porté sous le menton ou tenu en main par le citoyen, le masque se fait de plus en plus discret. Il semble déjà appartenir au passé. Dans les lieux publics comme les marchés, la distanciation physique est délaissée. La population ne redouble pas de vigilance. Pire encore, elle continue de se serrer la main, de s'embrasser, s'entasser dans des magasins, les marchés et transports publics... À voir ce comportement, on a l'impression que c'est la fin de la pandémie. Nombreux sont les citoyens qui, faisant fi de toute restriction en matière de respect des gestes barrières, estiment le virus n'est pas virulent en Algérie. La situation est de plus en plus préoccupante. Les spécialistes en infectiologie, en épidémiologie, en médecine préventive et en immunologie, ne cessent de mettre en garde contre le non-respect des mesures préventives contre le Covid-19 pour éviter une recrudescence des cas,

comme c'est le cas dans certains pays occidentaux. Déplorant un relâchement total vis-à-vis des gestes barrières, ils appellent à plus de vigilance et de prudence pour justement ne pas permettre au virus de se propager. De nouvelles vagues de contaminations ne sont pas à écarter s'il y a un relâchement dans l'application des mesures barrières, outre la propagation des nouveaux variants, avertisent-ils. Le Comité de suivi de la pandémie, les médecins et le premier responsable de secteur de la Santé ne cessent de répéter : sans un strict respect des gestes barrières et de la distanciation sociale, un rebond rapide de la pandémie de Covid-19 est à craindre. Ces derniers sont nombreux à alerter contre le risque d'une troisième vague de la pandémie, en raison de l'apparition des nouvelles souches du virus, de l'abandon des mesures de prévention et du retard dans la campagne de vaccination. Mohamed Yousfi, chef du service infectiologie de l'hôpital de Boufarik et président du

Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (Snppssp), a indiqué lors d'un entretien accordé au quotidien national «Reporters», que le franchissement de la barre des 300 cas est «un indicateur qui alerte sur une hausse des cas progressive et insidieuse». D'après lui, cette hausse loin d'être étonnante, reflète les comportements laxistes de la population algérienne «qui ne répond pas aux exigences de la situation épidémiologique». Ce relâchement total est dû, selon lui, à l'absence de restrictions et au manque de contrôle. «On ne le dira jamais assez, il faut respecter les gestes barrières !».

Ainsi, la vigilance doit rester de mise, étant donné que le danger plane toujours et que le relâchement risque d'être fatal. Bref, si on n'observe pas scrupuleusement les mesures de prévention, le risque de plus de contaminations est réel.

L.A.R.

Projets d'investissement

Saida Neghza appelle à lever les obstacles

La présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), Saïda Neghza, poursuit ses visites d'inspection de certains établissements et usines privés dans les wilayas du pays. C'est dans ce cadre que s'inscrit la visite qu'elle a effectuée jeudi dans la zone industrielle et d'activités «Tala Athmane» dans la wilaya de Tizi Ouzou. A cet effet, la présidente de la Cgea a inspecté de près plusieurs unités de production. C'est le cas de l'usine «Le Semeur Sarl», cette entreprise créée en 2012 et entrée en production en 2017, avait obtenu l'agrément de produire du lait de vache cru et les produits dérivés comme les fromages et les yaourts. L'usine du complexe,

dont l'investissement est estimé à environ 100 milliards de centimes et se compose de nombreuses unités dotées d'équipements modernes de dernière génération, éprouve des difficultés à poursuivre sa mission. Effectivement, ce projet prometteur est loin de sa capacité réelle de production. Censée employer 250 travailleurs, cette entreprise a limité sa capacité de production à 10 %, réduisant ainsi sa main-d'œuvre à une cinquantaine d'employés seulement. L'usine souffre de ne pas être approvisionnée avec sa part de lait en poudre, matière première nécessaire au processus de production, bien que cette dernière opère de manière légale, puisque son propriétaire



P.V.D.R.

détient toutes les autorisations nécessaires. Un quota de lait en poudre qui assurerait même «la survie» de l'entreprise et la création de plusieurs postes d'emploi directs et indirects. Dans ce

contexte, Saïda Neghza a promis au propriétaire de la laiterie «Le Semeur Sarl» de faire part de ses inquiétudes aux autorités supérieures, à sa tête le ministre de l'Agriculture. Saïda Neghza,

qui s'efforce de surmonter les obstacles auxquels sont confrontés les investisseurs locaux, a appelé à éloigner les pratiques politiques de l'acte d'investir dans la wilaya de Tizi Ouzou. Lors de cette visite, la présidente de la Cgea a eu l'occasion de rencontrer un groupe de 20 investisseurs locaux dans la zone d'activités «Tala Athmane», où elle a écouté avec grand intérêt et a répondu à leur présentation des préoccupations, des problèmes et des obstacles bureaucratiques qui entravent leurs projets d'investissement, promettant dans ce contexte de les soumettre aux autorités concernées afin de trouver des solutions urgentes et définitives.

Meriem B.

Campagne électorale pour les législatives

Les candidats jouent leurs dernières cartes

La campagne électorale pour les élections législatives de samedi prochain est à ses derniers jours. Les candidats continuent à expliquer leur programmes et engagements à travers des meetings et des actions de proximité. Jeudi, le SG de l'ANR, Belkacem Sahli, a plaidé, à Tébessa, en faveur du «renforcement de la politique étrangère de l'Algérie et du soutien de sa position parmi les pays voisins». Le président du FJD, Abdallah Djballah, a appelé, depuis la commune de Besbes (El Tarf), à participer aux élections législa-

tives pour «consacrer un Etat démocratique populaire et social, axé sur la Déclaration du 1^{er} novembre 1954 et du Hirk béli». Le délégué du secrétaire général du RND, Bouamama Abbès, a mis en avant depuis Illizi l'importance majeure de la décision prise par les Hautes autorités pour l'ouverture du poste frontalier de Deb Deb dans la relance du développement local dans cette collectivité.

Alors que le président du Conseil de la Choura du Mouvement El-Bina, Nasreddine Salem Cherif, a appelé depuis

Saïda à l'impératif d'amorcer de véritables réformes politiques laissant la voix du peuple entendue au sein des Assemblées élues. Le président du Majlis Echoura du mouvement Ennahda, Tahar Habchi, a estimé, à Annaba, que son parti «est entré en lice pour les législatives, en vue de construire les institutions de l'Etat et d'activer le rôle diplomatique du Parlement». De son côté, le président du parti El-Fajr El-Jadid, Tahar Benbaïbeche, a affirmé depuis Djelfa que les élections étaient la seule alternative pour construire

les institutions de l'Etat. Le SG du FLN, Abou El Fadl Baadji, a appelé, lui, lors d'un meeting à Mila, à «remédier aux dysfonctionnements ayant trait à l'octroi des subventions de l'Etat».

«Il est impératif de reconsidérer les mécanismes d'attribution des subventions de l'Etat en remédiant aux dysfonctionnements de telle sorte que ces aides soient allouées aux catégories concernées». Le président du MSP, Abderrezak Mokri, a affirmé, à Oran, que sa formation politique s'employait à ancrer le principe de la liberté pour l'édifi-

cation de l'Algérie nouvelle. Il a soutenu que sa formation politique plaidera pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale qui concordera sur un programme et une vision future de l'Algérie basée sur le développement. Par ailleurs, la présidente de TAJ, Fatima Zohra Zerouati, a plaidé depuis Djelfa pour «l'élaboration de textes réglementaires respectant les spécificités et la nature de chaque région, en vue d'amorcer le développement durable».

Aomar Fekrache

Mostaganem

Le désert économique dévaste les ambitions des jeunes du Dahra

■ A Mostaganem, le Dahra, région Est de la wilaya, est par la nature pourvu d'un potentiel économique extraordinaire, mais enfoui loin des préoccupations des responsables politiques de la région.

Par Lotfi Abdelmadjid

Le Dahra recèle aussi une caste d'intellectuels non négligeable mais désocialisée par le néant... Les meilleurs résultats au Bac et aux examens finaux des diverses facultés sont détenus par des jeunes du Dahra. Les meilleurs diplômés de la wilaya se noient forcément dans l'inexistant. Sidi Ali, Achahcha, Sidi Lakhdar, Khadra, les localités les plus importantes de l'Est de la wilaya, taisent leurs maux et s'enferment sur elles sans perspectives économiques. Sur toute cette région, qui représente pour le moins le 1/3 du territoire de la wilaya, il n'y a aucun investissement pouvant absorber le chômage.

L'activité économique n'a jamais pu se promouvoir car elle est victime de son manque de stratégie. Ces enfants élus, qui en politique excellent, se désintéressent du développement du Dahra.

Ce territoire recèle des potentialités capables de le propulser à un rang digne de sa vocation historique. Une région militante qui a marqué son passé glorieux par le sang de ses chouchada. Dahra la glorieuse par ses enfants aux sacrifices indélébiles, rate le coche du développement économique.

Ces localités, hypothétiquement riches en ressources humaines et matérielles, sont

restées cloîtrées dans leurs souks à l'ancienne comme si l'investissement industriel ne lui est pas adaptable. A l'Est de la wilaya, il n'y a presque aucun projet porteur d'espoir pour un taux de population jeune, plus élevé que la moyenne. L'espoir pour les milliers de jeunes étudiants sortant de l'université est illusoire car le chômage a pris place. Les diplômés du CFPA galèrent sans visibilité aucune. Une inquiétante situation pour des jeunes sans horizon, des jeunes rongés par l'amertume du néant. La population du Dahra est une population confiante qui va en masse aux urnes, à chaque échéance électorale, à la recherche de l'espoir.

Il convient de se questionner sur ce manque flagrant d'investissements dans la région. L'équation est toute faite. S'il n'y a pas de travail pour les jeunes, c'est qu'il n'y a pas d'entreprises de production.

Dans les années quatre-vingt-dix, il y a eu la création d'une ZAC (zone d'activités) de 30 hectares de 34 lots à Sidi Ali et une autre de 10 hectares à Khadra, mais les pouvoirs publics s'y sont désintéressés et le foncier fut détourné.

L'investissement productif est inexistant et le chômage des jeunes est alarmant. Il va falloir que les élus locaux et nationaux (surtout), en collaboration avec l'administration, coordonnent leurs efforts afin de créer et de



Ph/D. R.

promouvoir l'investissement dans la région.

Dans une région où 65 % de la population a moins de 30 ans, le manque d'opportunités d'emploi offre de moins en moins d'alternatives à une partie de la jeunesse qui finit par basculer ou dans la délinquance de toute formes ou l'autre choix tragique qui est la «harga». Au Dahra ont doit travailler sur un plan d'invest-

tissement spécial qui servirait à donner un essor à l'économie.

Ceci encouragerait la consommation et servirait aussi à préserver les petits commerces qui tendent à disparaître. Personne ne s'est penché sur toute cette problématique du chômage de masse chez les jeunes. Car les élus ont eux aussi conscience que la stabilité de la région reposerait sur la diversifi-

cation des investissements pourvoyeurs de postes d'emploi. On ne peut être du Dahra et prétendre avoir un emploi à Mesra ou à Fornaka. Malgré l'immensité du potentiel touristique au Dahra il n'ya pas de visions prospectives. L'industrie de transformation à peine si on en parle... et la mal-vie ravage les ambitions des jeunes.

L. A.

Lutte contre la corruption

L'Algérie appelle à renforcer la coopération internationale en matière de recouvrement d'avoirs

L'Algérie a mis l'accent, jeudi, sur la nécessité de «renforcer la coopération internationale en matière de recouvrement d'avoirs et d'extradition des criminels», pour resserrer l'étai autour des parties impliquées dans des affaires de corruption et les priver de leurs acquis illicites.

L'Algérie réaffirme «la nécessité de renforcer la coopération bilatérale, régionale et internationale en matière de recouvrement d'avoirs et d'extradition des criminels, d'échange d'informations et d'assistance juridique mutuelle, conformément aux législations nationales pour resserrer l'étai autour des parties impliquées dans des affaires de corruption et les priver de leurs acquis illicites», a souligné le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, qui prononçait l'allocation de l'Algérie lors des travaux de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur la lutte contre la corruption qui se tient du 2 au 4 juin courant par visioconférence au siège de l'ONU à New York.

«L'Algérie qui n'a cessé de mettre en garde contre les liens croissants entre le crime organisé transnational et autres activités illégales, à l'instar du trafic de

drogue, de la corruption, du blanchiment d'argent, du terrorisme et de son financement, appelle, encore une fois, tous les Etats parties à honorer de bonne foi leurs engagements internationaux, à intensifier leurs efforts et à s'accorder mutuellement un soutien effectif», a-t-il précisé.

«L'Algérie souligne également que la gestion des actifs récupérés et leur utilisation relève de la seule responsabilité de l'Etat demandeur et que les actifs récupérés doivent être restitués sans conditions, avec un respect total des droits souverains des Etats», a-t-il ajouté.

L'Algérie «réitère son total engagement à mettre en œuvre les Conventions des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et contre la corruption ainsi que les conventions régionales adoptées dans ce sens, et reconnaît le rôle du mécanisme d'examen dans l'amélioration de la mise en application des deux conventions onusiennes» et souligne «sa détermination à poursuivre ses efforts pour la révision de son règlement intérieur, en vue de l'adapter aux exigences d'une lutte rigoureuse du fléau de la corruption, dans le cadre du respect de ses engagements internationaux», poursuit le ministre.

«La corruption est un facteur principal dans la détérioration du rendement économique et un grand obstacle dans le processus de développement et la lutte contre la pauvreté, en ce sens qu'elle amoindrit la performance des institutions et menace la stabilité et la sécurité des communautés», a-t-il affirmé, mettant en avant «le rôle primordial que jouent la lutte et la prévention de la corruption dans la réalisation des ODD, la concrétisation des valeurs de la justice et la force de la loi, ainsi que le renforcement de la confiance des citoyens envers les institutions de l'Etat».

L'Algérie «accorde un intérêt particulier à la lutte contre la corruption, toutes formes confondues, et œuvre continuellement à la consolidation de l'efficacité de son système national de lutte et de prévention de ce fléau», a ajouté le garde des Sceaux.

Preuve en est, poursuit-il, «a été créée la haute instance de transparence, de lutte et de prévention de la corruption, en vertu de l'amendement constitutionnel 2020, outre la stratégie nationale de lutte contre ce fléau qui est en cours d'élaboration et qui implique l'ensemble des parties prenantes». Le ministre a, dans le même

contexte, mis en exergue «le rôle de la société civile dans la prévention de la corruption qui se renforcera davantage suite au lancement du réseau national pour l'intégrité, et la révision de la loi de prévention contre la corruption de façon à cadrer avec les défis soulevés».

Et de rappeler «la mise en place, récemment, d'un nouveau dispositif pour la gestion des revenus de la corruption, ayant fait l'objet de saisie conformément aux jugements définitifs prononcés par les tribunaux compétents».

Par ailleurs, l'Algérie se félicite des questions contenues dans la déclaration politique de cette session extraordinaire, et salue également l'adoption de ce document inclusif et équilibré.

«Même si la déclaration politique ne répond pas entièrement aux aspirations de l'ensemble des parties, elle offre, cependant, des perspectives et un nouveau souffle pour l'exécution de la convention, à travers, entre autres, le traitement des questions liées à la restitution des avoirs, ce qui orientera les efforts, les moyens et l'aide technique vers les points faibles aux plans national et international», a-t-il conclu.

Hocine H.

Les chaînes de production rénovées importées doivent contribuer à l'exportation

■ L'octroi de l'autorisation de dédouanement des chaînes et équipements de production rénovés est accordée désormais aux activités contribuant à la substitution aux importations, à l'exportation, ainsi qu'au développement des filières stratégiques en vertu du décret exécutif n° 21-200, publié au dernier Journal officiel (JO) n° 38.

Par Farid M.

Le décret exécutif, daté du 11 mai 2021 et signé par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, modifiant et complétant le décret exécutif n° 20-312 du 15 novembre 2020, a fixé les conditions et modalités d'octroi de l'autorisation de dédouanement des chaînes et équipements de production rénovés, dans le cadre d'activités de production de biens et services.

Ce texte stipule que l'octroi de l'autorisation de dédouanement des chaînes et équipements de production rénovés concerne les chaînes et équipements de production non couverts par la production nationale et ayant fort impact sur le développement économique et territorial, en plus d'avoir une durée de vie minimale, après rénovation, de dix à douze années, selon les secteurs.

Il a été précisé aussi que les chaînes et équipements de production non couverts par la production nationale doivent contribuer à la substitution aux importations, à l'exportation, à l'intégration des chaînes de valeur locale ainsi qu'au développement des filières stratégiques.

Il y est mentionné que les équipements de transport de personnes et de marchandises sont exclus du bénéfice des dispositions du présent décret.

De plus, les chaînes et équipements agricoles rénovés sont autorisés au dédouanement, à l'exception des chaînes et équipements agricoles équivalents à



P.H/D.R.

ceux produits en Algérie, et dont la production nationale couvre les besoins du marché local, est-il mentionné dans de texte.

Le même décret précise que sont éligibles à l'autorisation de dédouanement, les opérateurs économiques dûment immatriculés au registre du commerce, le cas échéant, dont l'activité est directement liée à celle pour laquelle est destinée la chaîne ou l'équipement de production rénové.

Il est stipulé, en outre, que les opérateurs économiques doivent justifier d'une capacité d'autofinancement d'au moins 30 % du coût de l'opération d'importation de la chaîne ou de l'équipement

de production rénové. Les chaînes de production rénovées, objet de la demande d'autorisation de dédouanement, doivent avoir une durée de vie minimale, après rénovation, de dix années, toutefois, la durée de vie minimale, après rénovation, requise pour les chaînes destinées à l'industrie pharmaceutique et agroalimentaire, ne doit pas être inférieure à douze années.

Quant à l'âge des équipements de production éligibles à l'autorisation de dédouanement, il ne doit pas dépasser dix ans, à partir de la date de leur fabrication, et la technologie et la maintenabilité des chaînes de pro-

duction rénovées doivent être prises en considération dans l'évaluation de leur durée de vie minimale, après rénovation.

Le décret exécutif a spécifié que la rénovation des chaînes et équipements de production doit faire l'objet d'une évaluation de conformité par un organisme accrédité par l'organisme algérien d'accréditation (Algerac) ou, le cas échéant, un organisme d'accréditation signataire d'un accord multilatéral ou bilatéral de reconnaissance d'accréditation mutuelle avec Algerac. Le texte a souligné que la décision d'autorisation de dédouanement est établie par le ministre chargé de l'Industrie.

F. M.

Commerce

Le trophée du meilleur exportateur algérien de 2020 décerné à Iris

Le trophée de la meilleure entreprise algérienne exportatrice hors hydrocarbures pour l'année 2020 a été décerné, par World Trade Center Algiers (WTCA), à la Eurl Saterex, connue sous le nom commercial d'Iris, spécialisée dans l'électronique, l'électroménager, la téléphonie mobile et les pneumatiques. La cérémonie de remise des prix de cette 18^e édition du trophée, organisée à Alger dans la soirée de mercredi par WTCA, s'est déroulée en présence du secrétaire général par intérim du ministère du Commerce, Redouane Allili, et de plusieurs chefs d'entreprises et responsables de différentes organisations.

Le vice-président du groupe Iris, Djamel Guidoum, a indiqué, suite à la consécration de sa société primée pour son activité d'exportation de pneumatiques, que le volume d'exportation de

l'entreprise est passé de 6 000 pneus en 2019, soit 5 mois seulement après le lancement de l'exploitation du complexe de fabrication des pneumatiques, à 400 000 pneus exportés en 2020.

Il a ajouté que le marché américain représente «près d'un tiers des exportations globales d'Iris Tyres qui touchent plus de 16 pays dont le Brésil, le Royaume-Uni, la France et l'Italie». L'objectif fixé pour 2021 est de dépasser les 800 000 pneus exportés, a indiqué M. Guidoum qui a révélé qu'un volume de plus 300 000 pneus a été expédié depuis le début de l'année en cours. Le vice-président du groupe privé algérien a espéré la levée des obstacles entravant l'acte d'exporter, notamment l'interdiction d'externaliser les investissements (installations de bureaux de liaison, de showrooms) ou encore l'absence de

primes à l'export, contrairement à ce qui se fait en Chine et en Turquie. En plus du Trophée export 2020, trois prix d'encouragement ont été, en outre, attribués par le jury : le premier a été remporté par la Sarl Chloral activant dans l'exploitation de sel (alimentaire, industriel et de déneigement) à Biskra, au sud-est de l'Algérie, et qui ambitionne de réaliser 100 millions d'euros d'exportation en 2022. Le deuxième prix d'encouragement a été décroché par la Sarl Top Gloves Latex Industries, spécialisée dans le domaine des dispositifs médicaux (gants et masques chirurgicaux FFP2 et FFP3), tandis que le troisième prix a été remporté par la Sarl Gloden Seed qui opère dans la transformation, le conditionnement et l'exportation de dattes.

Concernant le trophée de primo exportateur, il a été rafié par

la Sarl Meriplast qui développe des solutions d'emballage plastique dans l'optique du développement durable. Pour ce qui est du trophée Mention spéciale du jury, c'est le Groupe Cevital, aux activités variées (industrie agroalimentaire, grande distribution, industrie du verre plat, sidérurgie, électronique et électroménager, automobile, services et aussi médias) qui a été primé.

Le CEO du WTCA, Sid-Ahmed Tibaoui, s'est réjoui de la hausse du montant des exportations hors hydrocarbures en Algérie durant le 1er trimestre 2021, qui ont atteint, selon lui, «plus de 870 millions de dollars, contre 547 millions de dollars durant la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 60 %».

Samia Y.

Media Star 2021 Prolongation exceptionnelle de la période de dépôt des candidatures jusqu'au 1^{er} juillet 2021

SUITE à la demande de nombreux journalistes n'ayant pu publier ou diffuser leurs travaux dans les délais impartis, et après consultation des membres du jury, Ooredoo annonce le prolongement, à titre exceptionnel, du délai de dépôt des travaux journalistiques de la 14^e édition du concours Media Star au 1^{er} juillet 2021.

Ainsi, les travaux éligibles au concours, dans les langues arabe, amazighe, française et anglaise, sont ceux ayant été publiés et diffusés dans les médias algériens entre le 1^{er} janvier 2020 et le 1^{er} juillet 2021 (inclus).

Media Star 2021 récompense les meilleurs travaux journalistiques reportages, enquêtes, articles d'analyse (commentaires, éditoriaux et chroniques), illustrations de presse (photos, caricatures et dessins), productions radiophoniques et télévisuelles. L'édition 2021 traite du thème du Rôle des médias et des réseaux sociaux dans le traitement de l'information dans les situations de crise.

Le concours récompense les candidatures retenues dans les catégories suivantes :

- Presse écrite généraliste et spécialisée ;
- Illustration de presse : dessin, caricature, photo ;
- Médias électroniques ;
- Programmes radiophoniques ;
- Programmes télévisuels.

Comme à chaque année, un jury indépendant, composé d'universitaires et de professionnels des médias et des TIC, sélectionnera les meilleurs travaux qui seront récompensés.

Les lauréats de la 14^e édition recevront l'une des récompenses suivantes :

- 1^{er} Prix : 700 000 DA
- 2^e Prix : 500 000 DA
- 3^e Prix : 300 000 DA

Les journalistes souhaitant participer à la 14^e édition du concours «Media Star» peuvent consulter le règlement du concours et les conditions de participation, et télécharger le formulaire de participation dans la section Media Star du site Ooredoo : www.ooredoo.dz. Les travaux de la presse écrite et des médias électroniques publiés (articles, dessins, caricatures, photos) doivent être envoyés par mail à l'adresse (Rpublicques@ooredoo.dz).

Les journalistes souhaitant participer à ce concours, doivent déposer leurs dossiers de candidatures au plus tard le jeudi 1^{er} juillet 2021 à 17h, à l'attention du Président du Jury Media Star 2021, aux adresses suivantes :

- Siège Central Ooredoo : 66, route de Ouled Fayet, Chéragha, Alger.
- Région Ouest, Direction régionale Ooredoo : Coopérative Ibn Sina Ilot n°137-Point du Jour, Oran.
- Région Est, Direction régionale Ooredoo : Zone industrielle Palma, Constantine.

Les candidats qui travaillent en dehors des wilayas d'Alger, d'Oran et de Constantine, peuvent déposer leurs travaux au niveau des espaces de Ooredoo.

Pour plus d'informations sur ce concours, veuillez contacter le service des relations publiques (rpublicques@ooredoo.dz) ou visiter le site Web de Ooredoo : www.ooredoo.dz Rubrique (Media Star). Journalistes... dévoilez vos talents !

Communiqué

Exposition de Kenza Daoud "Mouftarissoun"

Voyage dans un monde complexe



■ La galerie Bloom The Art Factory est décorée jusqu'au 12 juin courant avec les dernières œuvres de l'artiste plasticienne Kenza Daoud. Cette artiste qui gratifie à chaque fois les passionnés de peinture avec des œuvres pleines de vie, d'espoir et de messages positifs, est revenue avec une exposition pleine de nouveautés par rapport à son style et la technique utilisée.

Par Adéla S.

En effet, le visiteur est invité à travers les œuvres présentées dans cette exposition intitulée « Mouftarissoun » (Prédateurs) à un voyage fantastique dans un monde complexe. Les œuvres exposées sont porteuses de messages humanitaires, de fraternité et de paix. Elles dévoilent aussi les secrets cachés de créatures submergées par les émotions, dans l'ombre de la lutte permanente du bien contre le mal. La plasticienne et sculptrice de 26 ans présente des œuvres créatives raffinées et esthétiques dont le pinceau artistique et professionnel de Kenza a su, avec brio, refléter la profondeur

du message qu'elle voulait exprimer dans cette deuxième exposition de son jeune parcours artistique, après celle intitulée « Manbouthoun » (Parias), thème de son mémoire de soutenance. L'artiste incite le visiteur de l'exposition à s'imiscer dans les profondeurs de l'Homme avec ses contrastes, ses contradictions et ses complexes qui surgissent subitement du fait de facteurs psychologiques. Le contemplateur des œuvres de Kenza qui expriment des situations différentes, peut se rendre compte qu'elle dépeint en réalité un seul et même homme dont les traits expriment différentes émotions ressenties par l'homme dans diverses situa-

tions, telles la souffrance ou la peur de l'inconnu qui peuvent le transformer en un instant en véritable « prédateur ». Et si l'on observe bien, ces différentes émotions dépeintes ne sont que le reflet de l'artiste même. Diplômée de l'Ecole régionale des beaux-arts de Tipasa, cette jeune artiste est connue pour son sérieux et son professionnalisme qui lui ont valu une réputation et une véritable crédibilité professionnelle. Les œuvres qu'elle a déjà exposées auparavant ont suscité l'admiration des passionnés de peinture et les professionnels. Cette artiste ambitieuse prouve aussi une créativité hors normes, selon les témoignages d'autres artistes. A. S.

Orchestre de jeunes d'Algérie

Appel à participation à la 3^e édition

Un appel à participation à la 3^e édition nationale de l'Orchestre de jeunes d'Algérie (OJA), prévue pour l'été 2021 après son report en 2020 pour cause de pandémie de coronavirus, a été lancé par les organisateurs, indique un communiqué de l'orchestre.

Annonçant la réouverture des candidatures, le communiqué énumère ensuite les conditions à remplir pour pouvoir prétendre à une participation à cette 3^e édition qui exige, au-delà des critères tech-

niques, de remplir le formulaire de candidature dûment joint.

Les critères de sélection se limitent à la capacité à lire une partition, la bonne maîtrise de l'instrument, un bon niveau technique, ainsi que la spécialisation dans les instruments symphoniques appartenant aux familles des cordes, cuivres, percussions ou encore les instruments à archets, précise le communiqué.

La préparation du dossier de candidature consiste en l'envoi de trois extraits

d'enregistrement vidéo d'une durée globale ne dépassant pas les cinq minutes, réparties en une étude technique et une interprétation pour la mise en valeur de l'instrument, ainsi qu'une improvisation, ou alors l'interprétation d'un extrait d'une musique traditionnelle.

Les candidats remplissant l'ensemble des critères techniques et administratifs requis, doivent envoyer leurs dossiers à la page Facebook de l'Orchestre jeunes d'algérie, avant le 30 juin inclus.

Les postulants retenus à cette 3^e édition seront contactés le 6 juillet prochain, après les délibérations du jury présidé par le directeur artistique de l'OJA, Salim Dada.

Les éditions précédentes de 2018 et 2019 ont connu une affluence nombreuse de spectateurs, venus assister aux concerts donnés par l'OJA dans différentes villes d'Algérie, à l'instar de la capitale Alger, Béjaïa, Jijel, El Eulma et Timgad.

Booker prize international

«Frère d'âme» de David Diop récompensé

Le roman français «Frère d'âme» a remporté mercredi la version internationale du prestigieux prix littéraire britannique Booker Prize, qui récompense à la fois son auteur David Diop et sa traductrice britannique, Anna Moschovakis. David Diop, 55 ans, est ainsi devenu le premier auteur français à remporter ce prix, décerné aux livres étrangers traduits et publiés dans l'année au Royaume-Uni ou en Irlande. «Je suis extrêmement heureux d'avoir gagné, cela montre bien que la littérature n'a pas de frontière», a déclaré le romancier à l'AFP, jugeant «magnifique» que sa traduction ait permis à «la charge émotionnelle qui a touché les lecteurs français d'être prolongée dans le monde anglophone». La traductrice Anna Moschovakis, par ailleurs poétesse reconnue, partage avec M. Diop les 50 000 livres (58 000 euros) venant avec ce prix, l'un des seuls à récompenser le rôle majeur des traducteurs. Ce deuxième roman de David Diop, qui a été élevé au

Sénégal et dont l'arrière-grand-père s'est battu pendant la Grande guerre, peut se lire comme un hommage aux combattants de ce conflit et notamment aux 200 000 Africains ayant combattu dans l'armée française. Le narrateur, Alfa Ndiaye, est un tirailleur sénégalais. Lors d'un assaut, son compagnon d'arme et ami d'enfance est grièvement blessé. Il supplie son ami de l'achever mais celui-ci ne peut s'y résoudre. Le livre raconte la tentative de rachat d'Alfa Ndiaye à l'égard de son compagnon, mort dans d'effroyables souffrances. Malgré la «spécificité du contexte» qui parle plus aux lecteurs francophones, les «questions de la domination fondée sur la race et de la violence coloniale, qui existent partout dans le monde», ont su parler au jury anglophone, juge Mme Moschovakis. «Cette histoire de guerre, d'amour et de folie a un pouvoir terrifiant», a elle estimé dans un communiqué la présidente du jury, Lucy Hughes-Hallett, racontant que la «prose

incantatoire et la vision sombre mais brillante du roman avait jeté un sort» à tous les membres du jury, «époustouffés». Devant l'impossibilité de traduire le jeu de mots dans le titre français, Anna Moschovakis a intitulé la version anglaise «At Night All Blood is Black» («La nuit tous les sangs sont noirs»). Cette phrase tirée d'un des premiers chapitres du roman avait déjà été évoquée comme titre potentiel «avec mon éditeur en France» (Le Seuil), avant sa publication en 2018, a confié M. Diop. Le romancier le trouve «tout à fait intéressant», car «il traduit bien la volonté du roman de suggérer que la

guerre et sa violence touchent tout le monde, et que quand le sang s'écoule, il a la même couleur quels que soient les êtres humains». «Frère d'âme», déjà distingué par le Prix Goncourt des Lycéens ainsi que le prix suisse Ahmadou Korouma, a remporté la mise contre cinq autres finalistes : l'Argentine Mariana Enriquez, le Chilien Benjamin Labatut, la Danoise Olga Ravn, la Russe Maria Stepanova et le Français Éric Vuillard. Au total, 125 livres étaient cette année en compétition pour le Booker prize international.

D. R.

Etablissement Arts et Culture

Un programme riche dédié aux enfants

L'ÉTABLISSEMENT Arts et Culture de la wilaya d'Alger organise plusieurs activités récréatives et de loisirs, du 3 au 29 juin courant, pour permettre aux enfants de profiter de la saison estivale dans une ambiance détendue et joyeuse. Un programme riche et varié d'activités, placé sous le thème : «Tous ensemble pour l'enfant», permet aux enfants de profiter pleinement de la saison estivale car on leur propose des jeux variés qui mettront à l'épreuve toutes leurs capacités et leur réactivité. Le programme se tiendra dans l'ensemble de ses structures installées au niveau d'Alger. Au menu de ce programme ludique et éducatif, animations clown, pièces théâtrales, afin de passer d'agréables moments de partage, de divertissement et de détente, en respectant les mesures sanitaires contre la pandémie.

R. C.

Publicité

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

مجلس قضاء: تيزي وزو
محكمة: تيزي وزو
القسم: شؤون الأسرة
رقم الجدول: 21/00655
تاريخ الفهرس: 21/01711
تاريخ الحكم: 21/03/31

الحكم بالحجر

حكمت المحكمة حال فصلها في قضايا شؤون الأسرة عليها في أول درجة، حضوريا في الشكل: قبول عريضة إعادة السير في الدعوى بعد انتاج الخبرة في الموضوع: بإفراغ الحكم الصادر عن محكمة الحال بتاريخ 2020/11/25 فهرس رقم 2020/05416 ورقم الجدول 2020/02971 والمصادقة على تقرير الخبرة المنجزه من قبل الخبر عميراش رابح المودعة لدى أمانة ضبط المحكمة بتاريخ 2021/01/13 تحت رقم إيداع 2021/50 وبتلنيجة الحكم بتوقيع الحجر على المرجع ضدها أمزال صبرينة المولودة بتاريخ 1992/09/16 ببلدية ذراع بن خدة بولاية تيزي وزو ابنة حسين ولعرجاني مألحة وتعيين المرجعة لعرجاني مألحة مقدما عليها لرعايتها والتكفل بها وتسيير شؤونها القضائية والادارية والمالية وأمر ضابط الحالة المدنية المختص بالتأشير بالحجر على هاشم شهادة ميلاد المحجور عليها والأمر بنشر منطوق هذا الحكم بإحدى الجرائد اليومية للإعلام مع تحميل المرجعة المصاريف القضائية بذا أفصح بهذا الحكم جهارا بالجلسة العلنية المنعقد بالتاريخ المذكورة أعلاه وبحسبه أمضينا أصله نحن الرئيس وأمين الضبط.



RDC

A la recherche des enfants perdus du volcan Nyiragongo

■ Le volcan ne gronde plus, Goma panse ses plaies et se repeuple doucement, dix jours après l'éruption du volcan Nyiragongo et l'évacuation forcée de la ville. Dans le quartier Ndosho, c'est la liesse ce jour-là.

Par Mourad M.

Des chants et des cris de joie résonnent sur l'avenue Kako, au milieu des maisonnettes de bois au toit de tôle. Une nuée d'enfants court pour venir accueillir trois des leurs, qui avaient disparu du voisinage lors du chaos de l'évacuation ordonnée à l'aube le 27 mai par les autorités. Pierrette Mihindano, pagne jaune et vert accordé à son écharpe canari, se précipite en direction du véhicule du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Trois fillettes en sortent pour se jeter dans ses bras. L'une est si petite, dans sa tenue rose à pois blancs, qu'elle tient à peine sur ses jambes. Ce ne sont qu'embrassades et larmes de joie. «J'étais hospitalisée quand on a ordonné l'évacuation de la ville le 27 mai à l'aube», raconte Pierrette, la trentaine. «Depuis ce

jour, je n'avais pas revu mes trois filles. Quand je suis sortie de l'hôpital, j'étais comme folle à la maison. Je me suis mise à courir dans tous les sens, à Sake, à Mungunga. J'ai lancé des appels à la radio pour essayer de retrouver leur trace», raconte-t-elle entre deux sanglots. Dans la débandade de l'évacuation, les trois petites s'étaient retrouvées à Minova, bourgade lovée dans une des baies du lac Kivu, à 50 kilomètres de chez elles, au sud-ouest de Goma. «C'était effrayant de vivre seule ! Je n'arrivais plus à manger quand je me mettais à penser à mes parents», se souvient Paruis, l'aînée des trois filles, âgée de 12 ans. Le cauchemar est terminé. Sourire jusqu'aux oreilles, la maman est enfin réunie avec ses cinq enfants, ses trois fillettes et ses deux garçons, une fin heureuse et si rare au milieu des cata-



PH. A. B. R.

Comme vous le voyez, je le porte dans mes mains et il ne pleure pas. Même si je suis au travail». Les acteurs de la protection de l'enfance – le CICR, l'Unicef et la Croix-Rouge congolaise notamment – précisent que 978 enfants ont, à ce jour, déjà retrouvé leurs proches. Les systèmes d'entraide communautaire, dans cette région tristement habituée aux crises, ont facilité le travail des humanitaires et de la division des affaires sociales du Nord-Kivu. «Avec cet événement tragique qui a touché Goma, il s'est manifesté une solidarité extraordinaire des Congolais. Beaucoup de familles ont accueilli des enfants perdus», explique Margot Champeix, responsable de la protection pour le CICR. Pour aider ces enfants à entrer en contact avec leur famille, et vice versa, six points d'écoute ont été installés par le CICR à Goma et dans les localités voisines où ont trouvé temporairement refuge des dizaines de milliers de personnes déplacées. «Dans nos centres, les familles d'accueil viennent avec les enfants qu'ils hébergent pour les faire enregistrer. Ensuite nous faisons des recherches et par la grâce de Dieu, nous retrouvons certains d'entre eux», se félicite Exode Banzo, volontaire de la Croix-Rouge congolaise pour le «rétablissement des liens familiaux». M. M.

clysmes de violences qui s'abatent depuis trois décennies sur cette région meurtrie. Environ 1 300 enfants ont été séparés de leurs familles depuis la séquence qui s'est ouverte le 22 mai, selon les acteurs de la protection de l'enfance : du premier soir de l'éruption soudaine du volcan Nyiragongo, dont les laves sont venues lécher les faubourgs nord de la ville ; la première fuite dans la panique des habitants, leur retour progressif et méfiant, puis la nouvelle évacuation dans la panique du 27 mai. Près de 400 000 personnes ont été

déplacées dans ce dernier exode, selon le gouvernement. Beaucoup sont revenues depuis dans la ville, où l'activité a fortement repris. «Nous avons été surpris par l'éruption du volcan. Depuis lors, nous ramassons chaque jour des enfants», constate, navré, Félicien Katenda, un responsable de la Croix-Rouge locale. Sa collègue Aline Bisimwa serre contre sa poitrine un petit garçon joufflu, au regard perdu et inquiet. Il dit s'appeler Baraka Bahati et être âgé de 3 ans. «Cet enfant a été perdu le soir de l'éruption.



Commentaire

Régions

Par Fouzia Mahmoudi

Si en France les élections régionales et départementales n'ont pas le prestige et l'importance des élections législatives, elles n'en restent pas moins cruciales, à moins d'un an de la présidentielle, jouant incontestablement le rôle de test électoral. Et l'une des régions les plus observées sera la Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) où le Rassemblement National risque de gagner la région, l'ôtant au candidat de droite qui est également, indirectement, adoubé par le parti présidentiel. D'ailleurs, le ton s'est durci dans la bataille avec le dépôt d'une plainte du président sortant LR, Renaud Muselier, visant son rival d'extrême droite Thierry Mariani, qu'il accuse de «propagation de fausses nouvelles en période électorale». À l'origine de cette plainte, révélée par «Nice-Matin», des tweets du chef de file Rassemblement National, ancien ministre sarkozyste, affirmant que Renaud Muselier et son prédécesseur Christian Estrosi avaient embauché en cinq ans à la tête de la région plus de personnes à leur cabinet et au service communication que pour la sécurité des transports. «Avec moi, la sécurité des passagers passera en premier», concluait Thierry Mariani. Un «mensonge», assure Renaud Muselier dans une déclaration à l'AFP, reprochant à son adversaire, avec qui il est au coude à coude dans les sondages, d'installer «depuis un mois un climat de "fake news" permanent». Muselier assure, attestation de son directeur général des services à l'appui, avoir «recruté 80 personnes pour la sécurité ferroviaire [...]». En parallèle, les effectifs de la communication sont passés de 64 en 2016 à notre arrivée, à 61 aujourd'hui. «Il est [...] patent que les tweets de M. Mariani dépassent largement (s'agissant de surcroît de fonds publics) le ton polémique qui sied aux campagnes électorales», assène son avocat Xavier Cachard dans sa plainte et présentant un tampon du tribunal judiciaire de Marseille. En octobre 2020, la chambre régionale des comptes de PACA avait épinglé la gestion du personnel du Conseil régional entre 2015 et 2018, dénonçant un nombre de collaborateurs de cabinets supérieur à celui prévu par la loi, tout en reconnaissant que la région présentait «une situation financière globalement satisfaisante». Plusieurs sondages ont donné depuis le début de la campagne Thierry Mariani en tête au premier tour des futures élections régionales, puis gagnant au second tour en cas de triangulaire avec Muselier et le candidat de la gauche et des écologistes, Jean-Laurent Felizia. En cas de duel au second tour, il est pour le moment difficile de départager Renaud Muselier et Thierry Mariani. Reste à voir si les électeurs voteront effectivement le jour J massivement pour le candidat du RN, parti qui n'a, à ce jour, jamais dirigé de régions ni de départements, ou si malgré les sondages, les électeurs français préféreront se tourner vers les candidats de partis dit «traditionnels». Dans ce dernier cas, cela n'augurerait rien de bon pour Marine Le Pen, qui a une année de la présidentielle et avec des sondages la plaçant toujours plus haut, pourrait, elle aussi, finalement se retrouver avec plusieurs points de moins et pourquoi pas manquer la marche du second tour de la présidentielle. F. M.

Birmanie

Prêts à lutter contre la junte, des jeunes s'entraînent auprès de groupes rebelles

Parti à la renverse sous la force de la balle qu'il vient de tirer contre une cible peinte sur un arbre, Min laisse échapper un rire nerveux. Le jeune homme fait partie d'un groupe de militants et militantes prodémocratie, qui attendent leur tour, fusil à l'épaule, afin de tirer pour la première fois de leur vie dans une épaisse forêt, le long de la frontière avec la Thaïlande. Ils sont venus s'entraîner dans la jungle au maniement des armes auprès d'un groupe rebelle qui tient la région, dans l'état Karen (est). Avant le coup d'État, «nous n'avions jamais entendu le bruit que fait un coup de feu», déclare Min à l'AFP. Il y a quatre mois, l'armée birmane a renversé le gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi et installé une dictature militaire brutale, réprimant dans le sang les manifestations réclamant le retour de la démocratie. Depuis, à 23 ans, le jeune homme a fini par «s'habituer au son des balles de l'armée», et pour lui, ce sont aussi les balles – les siennes cette fois – qui pourront «mettre fin à la dictature militaire dans notre pays». Les stages dans la jungle attirent de

plus en plus de jeunes urbains, plusieurs centaines auraient déjà franchi le pas, selon certaines estimations. Parmi eux, quelques célébrités comme Htar Htet, une ex-reine de beauté qui a publié une photo sur Facebook le mois dernier la montrant vêtue d'un treillis de combat noir et portant un fusil d'assaut. «Le moment est venu de riposter», proclamait celle qui a représenté la Birmanie au concours Miss Grand International. Mais mener le combat contre l'une des armées les plus brutales et les plus aguerries d'Asie du Sud-Est risque de se terminer par un «bain de sang», avance l'analyste David Mathieson. Une journée dans le camp d'entraînement débute à 4h du matin. Les volontaires sont formés aux mêmes tactiques que celles employées par les groupes rebelles au cours de décennies de conflit avec l'armée : traverser une rivière le long d'une corde, se camoufler, mettre à l'abri un camarade blessé. Pendant les pauses, ils se reposent sur de simples lits en bois et jouent sur leurs smartphones. Leurs ins-

tructeurs sont membres de l'Union nationale Karen (KNU), l'un des quelque 20 groupes ethniques rebelles de Birmanie. Certains groupes ont condamné le coup d'État et offert un abri aux dissidents après la répression brutale de la junte contre les premières manifestations de masse organisées dans les grandes villes. Interrogé par l'AFP, un porte-parole du KNU a refusé de dire combien de volontaires le groupe avait déjà formés dans ses bootcamps. «Toutes les séances sont très difficiles mais nous travaillons dur», assure Min. L'entraînement à la cible se déroule sur un champ de tir de fortune, les soldats ennemis étant représentés par un carré de peinture blanche. Un instructeur démonte un fusil, montrant aux volontaires comment entretenir une arme. L'armée birmane, également connue sous le nom de Tatmadaw, combat presque constamment une myriade de groupes ethniques depuis l'indépendance du pays en 1948, et est équipée de matériel moderne.

Embargo sur les armes en Libye

L'ONU renouvelle son autorisation d'inspecter tout navire soupçonné

■ Le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, jeudi, de prolonger d'un an de plus l'autorisation donnée aux Etats membres d'inspecter en haute mer tout navire soupçonné de violer l'embargo sur les armes en Libye.



Par Moncef G.

Adoptant à l'unanimité la résolution 2578 dans le cadre du chapitre VII de la Charte des Nations unies, l'organe de 15 membres a ainsi décidé de prolonger pour 12 mois supplémentaires les autorisations stipulées un an plus tôt dans la résolution 2526.

Ces mesures, originellement prises dans la résolution 2292 de juin 2016, permettent aux pays, au niveau national ou dans le contexte des organismes régionaux, d'inspecter les vaisseaux en haute mer à destination ou en provenance de la Libye, s'ils ont des motifs valables de croire qu'ils violent l'embargo sur les armes de l'ONU.

Le Conseil de sécurité a imposé des sanctions, dont un embargo sur les armes sur la Libye en 2011, suite aux troubles politiques qui ont abouti au renversement du régime de Mouammar Kadhafi. En 2016, il a adopté la résolution 2292 qui autorise les inspections sur les navires en haute mer dans le cadre de l'application de cet embargo.

Ces autorisations ont été prolongées à maintes reprises.

Le Premier ministre espagnol se rend en Libye pour soutenir le processus politique

Le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a annoncé jeudi sa volonté de «soutenir le processus politique en Libye», lors d'une visite à Tripoli, dernier déplacement en date d'un responsable européen dans ce pays qui tente de s'extraire d'une décennie de chaos.

«La Libye vit un moment historique (...) et l'Espagne veut être à ses côtés», a dit M. Sanchez lors d'une conférence de presse commune avec son homologue libyen Abdelhamid Dbeibah.

«La communauté internationale soutient la tenue d'élections nationales et l'Espagne veut soutenir ce processus», a-t-il ajouté, en allusion à la présidentielle et aux législatives prévues fin décembre.

Le chef de l'exécutif espagnol est accompagné de plusieurs hommes d'affaires qui ont rencontré jeudi les autorités libyennes pour évoquer leur

«rôle dans la reconstruction et le développement» de ce pays.

«Nous souhaitons accompagner le processus de relance économique», a insisté M. Sanchez.

M. Dbeibah a pour sa part fait état de la «réactivation de la commission conjointe qui ne s'était plus réunie depuis 2008, pour relancer et mettre à jour les anciens accords bilatéraux».

«Nous avons signé des protocoles d'accords dans les domaines de l'éducation, la formation professionnelle et le commerce», a-t-il souligné.

M. Dbeibah a dit «encourager les entreprises espagnoles opérant en Libye, telles que Repsol, à élargir leurs activités au-delà du secteur des hydrocarbures».

Les deux parties ont enfin annoncé la réouverture, jeudi, de l'ambassade d'Espagne à Tripoli, fermée depuis 2014, emboitant le pas à celles de la France, la Grèce ou l'Egypte, sur fond d'embellie politique ces derniers mois.

La Libye tente de s'extraire d'une décennie de violences depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, un chaos marqué ces dernières années par l'existence de pouvoirs rivaux dans l'Est et l'Ouest.

Abdelhamid Dbeibah a été porté au pouvoir au terme d'un processus parrainé par l'ONU. Son exécutif doit unifier les institutions pour sortir le pays d'un conflit internationalisé et mener la transition d'ici les élections.

L'Espagne est surtout présente en Libye via Repsol. Mardi, des responsables de ce groupe pétrolier se sont entretenus par visioconférence avec le patron de la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC), Mustafa Sanalla, sur les moyens d'«introduire les énergies renouvelables dans le secteur pétrolier

libyen».

El-Manfi et Kubis soulignent l'importance du retrait des forces étrangères

Le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed El-Manfi et l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies, le chef de la Mission d'appui de l'ONU en Libye (Manul), Jan Kubis, ont souligné, jeudi, l'importance du retrait des mercenaires, des combattants et des forces étrangères de tous les territoires libyens. Un communiqué, publié sur la page Facebook du bureau du président du Conseil présidentiel, souligne que les responsables ont discuté, lors d'une réunion, de l'évolution de la situation sécuritaire et politique en Libye, des moyens de soutenir les Nations unies et la Mission de réconciliation nationale, et l'ouverture de la route côtière en coordination avec le Comité militaire conjoint 5+5.

«L'importance de retirer les mercenaires, les combattants et les forces étrangères de tous les territoires libyens, et de soutenir les prochaines échéances pour parvenir aux élections législatives et présidentielles à la fin de cette année, a également été soulignée», ajoute le communiqué. Pour sa part, le chef de la Manul a salué les efforts du président du Conseil présidentiel, en vue d'engager un processus global de réconciliation nationale fondé sur la réalisation des droits et la justice de transition.

La situation en Libye connaît une nette amélioration depuis que le Gouvernement d'unité nationale et le nouveau Conseil présidentiel ont pris leurs fonctions le 16 mars 2021, pour conduire le pays aux élections législatives et présidentielle pré-

vues le 24 décembre prochain.

Reprise des vols entre deux villes après une «longue interruption»

Les liaisons aériennes entre les villes libyennes de Tripoli (ouest) et Tobrouk (est) ont repris mercredi après une «longue interruption», selon les autorités aéroportuaires locales.

Un avion de la compagnie libyenne Buraq Air en provenance de la capitale a atterri mercredi soir à Tobrouk, selon les autorités de l'aéroport de la ville située à l'extrême Est du pays, citées par l'agence AFP.

Deux vols hebdomadaires sont désormais programmés, ont annoncé les autorités aéroportuaires qui se félicitent de cette reprise après une «longue interruption». Ces derniers mois, en pleine embellie politique, d'autres liaisons (Benghazi-Tripoli et Benghazi-Misrata) ont également repris.

Début mars dernier, les liaisons aériennes entre les villes de Benghazi et Misrata, contrôlées par des autorités rivales, ont repris après sept ans d'interruption. Un accord de cessez-le-feu a été conclu en octobre 2020 et un gouvernement unifié et transitoire a été installé en mars 2021, sous l'égide de l'ONU, pour mener le pays au double scrutin législatif et présidentiel prévu en décembre. L'accord prévoit également la réouverture des voies terrestres et liaisons aériennes internes. Des discussions sont toujours en cours pour la réouverture de la route terrestre reliant l'Ouest à l'Est. La plupart des lignes aériennes libyennes internes avaient été suspendues en 2014 en plein conflit, sur fond de divisions et de violences sanglantes.

M. G.

Violations

La Grande-Bretagne en tête des exportations illégales de gaz vers le Sahara occidental occupé

La Grande-Bretagne domine le classement 2020 des pays exportant illégalement le gaz vers le Sahara occidental occupé, détrônant l'Espagne qui dominait la liste des fournisseurs vers ce territoire non autonome en 2019, a indiqué, jeudi, l'observatoire international Western Sahara Resource Watch (WSRW). «Onze cargaisons de gaz butane liquéfié ont été livrées aux ports du Sahara occidental occupé en 2020. Alors que l'Espagne dominait la liste des fournisseurs en 2019, le Royaume-Uni a dépassé l'ancienne puissance coloniale du Sahara occidental en tant que premier exportateur pour 2020», soutient WSRW sur son site internet.

L'observatoire chargé du suivi de l'exploitation des ressources naturelles au Sahara occidental précise qu'il s'agit de la deuxième fois qu'il présente un aperçu

détailé de ces expéditions de cargaisons de gaz vers ce territoire occupé par le Maroc.

«Notre surveillance du trafic maritime montre qu'au cours de l'année civile 2020, un total de 11 pétroliers dits GPL sont arrivés au port de Laâyoune occupée», a-t-il affirmé, faisant savoir que cinq d'entre eux provenaient des ports britanniques d'Immingham et de Teesside et qu'environ 22 000 tonnes sont venues du Royaume-Uni sur un total estimé à 51 000 tonnes.

Western Sahara Resource Watch souligne que le Maroc ne produit pas de gaz mais est, selon Index Mundi, un importateur et un consommateur de premier plan de gaz butane, relevant qu'«une grande partie de ce gaz est utilisé pour alimenter les machines de l'occupation au Sahara occidental», le gaz étant «importé par le Maroc pour soutenir les infrastructures et

les industries de l'occupation illégale du Sahara occidental».

«Le gaz importé entre sur le territoire à bord de pétroliers spécialement conçus pour le transport de gaz liquéfié (GPL)», ajoute WSRW.

L'observatoire précise, en outre, que «le gaz a été envoyé à partir de terminaux exclusivement situés en Europe, mais à bord de navires-citernes immatriculés beaucoup plus loin (Singapour, Malte, Libéria, Iles Marshall et Panama)».

Il explique également que «les importations en provenance d'Europe du Nord étaient une nouveauté en 2020 et que celles des années précédentes venaient d'Europe du Sud».

En plus des onze cargaisons déjà répertoriées, WSRW a fait savoir qu'il aurait pu y avoir une douzième cargaison. «Suite aux protestations de la société civi-

le et à l'information dans la presse financière norvégienne, un pétrolier provenant de Karsto en Norvège a été détourné à la dernière minute», affirme l'observatoire.

Il s'agit de «Eco Invictus, immatriculé aux Iles Marshall, qui devait faire escale au Sahara occidental début juin avec environ 4 900 tonnes de butane qui a choisi d'éviter un examen plus approfondi du public et a finalement ré-acheminé le pétrolier vers le port marocain de Mohammedia».

L'observatoire explique que «l'épisode du Eco Invictus a suivi d'à peine deux mois l'annonce publique par Equinor, le géant norvégien de l'énergie (anciennement Statoil)», déclarant qu'il «regrettait» une précédente cargaison de gaz expédiée vers le Sahara occidental, et promettait de ne plus jamais recommencer.

G. H.



Campagne de promotion des JM 2022 Des actions communes du COJM et de la FAF au menu

Le Comité d'organisation des jeux méditerranéens (COJM) prévus à Oran en 2022 et la Fédération algérienne de football (FAF) se sont entendus pour élaborer un programme d'actions à entreprendre ensemble, pour la promotion de la 19^e édition des JM, a-t-on appris, jeudi, de l'instance footballistique nationale.

Dans cette optique, le directeur général du COJM, Salim Iles, accompagné de proches collaborateurs, a tenu, mercredi à Alger, une réunion avec des responsables de la FAF en prévision du lancement d'une campagne commune pour la promotion des JM avant une année de rendez-vous méditerranéen, a-t-on ajouté de même source.

La campagne en question devrait être enclenchée à l'occasion de l'inauguration du nouveau stade d'Oran (40 000 places) qui abritera le 16 juin en cours la première rencontre amicale de la sélection nationale des joueurs locaux (version Madjid Bougherra) face au Burundi.

Le COJM a été assuré, pour l'occasion, du soutien de la FAF et de la sélection algérienne

pour contribuer à une meilleure promotion possible de la 19^e édition programmée du 25 juin au 5 juillet 2022, a-t-on encore souligné.

Le match amical de la sélection nationale (A) face au Burundi précédera d'une dizaine de jours le début du compte à rebours des JM, une opportunité que le COMJ veut tirer à profit pour passer à la vitesse supérieure en matière de promotion du rendez-vous méditerranéen avant une année de leur déroulement.

En février dernier, et en marge de sa visite au nouveau stade d'Oran, l'entraîneur de la sélection nationale première, Djamel Belmadi, s'était dit disponible à apporter sa contribution et celle de ses joueurs, champions d'Afrique, dans la réussite des JM en associant leur image de marque à l'événement, rappelle-t-on.

Des joueurs de l'équipe nationale, notamment ceux natifs d'Oran, tels que Baghdad Bounedjah et Youcef Belaïli, devraient bientôt participer à des spots publicitaires dans le cadre de la campagne de promotion des JM, a-t-on fait savoir.

Athlétisme

Les Championnats d'Afrique seniors reportés pour la 3^e fois

Les Championnats d'Afrique d'athlétisme (seniors), devant avoir lieu du 23 au 27 juin à Lagos (Nigeria), ont été reportés à une date ultérieure, a annoncé ce jeudi la Confédération africaine d'athlétisme (CAA).

Jamais deux sans trois. Après avoir été reportés deux fois en Algérie, ces 22^e Championnats d'Afrique viennent d'être ajournés pour la troisième fois, toujours en raison de la situation sanitaire. «Le Nigeria qui s'était engagé à abriter la compétition

vient d'annoncer à la CAA que la Commission scientifique n'a pas donné l'autorisation pour abriter une compétition d'une telle envergure», indique la même source.

Après ce nouveau report, il sera très difficile de casser ce rendez-vous dans le calendrier international pour cette compétition qui devait servir de préparation pour les Jeux Olympiques de Tokyo, dont le coup d'envoi sera donné dans 50 jours (23 juillet-8 août).

Des arbitres égyptiens pour Algérie-Mali et Tunisie-Algérie

Les deux prochaines rencontres amicales de la sélection algérienne contre respectivement le Mali (6 juin) et la Tunisie (11 juin), seront dirigées par des arbitres égyptiens, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) jeudi.

Le match amical devant opposer l'Algérie au Mali le 6 juin à 20h45 au stade Mustapha-Tchaker de Blida sera dirigé par un trio arbitral égyptien sous la conduite de Ahmed El Ghandour.

Le directeur de jeu égyptien sera assisté par ses deux compatriotes, Samir Gamal et Abdelfatah Hani. Le quatrième arbitre est également égyptien Nouredine Ibrahim.

La rencontre Tunisie-Algérie, prévue le 11 juin au stade Olympique Hamadi-Aguerbi de Radès (20h30), a été confiée à Mohamed Maarouf, assisté de Youssef El Bosaty et Samir Gamal.

Quant au quatrième arbitre, ce sera le Tunisien Naïm Hosni.

Amical (Algérie - Mauritanie 4-1)

Les «Verts» déroulent et préservent leur invincibilité

■ L'équipe nationale de football n'a pas tremblé et a préservé sa belle série d'invincibilité, battant avec autorité son homologue mauritanienne 4-1, en match amical de préparation, disputé jeudi soir au stade Mustapha-Tchaker de Blida.



Les Verts ont été sans pitié

Par Mahfoud M.

En l'absence du capitaine Riyad Mahrez et du gardien de but Raïs M'bolhi, mis au repos par le coach national après une saison harassante surtout pour Mahrez, ainsi que Mehdi Tahrat et Andy Delort, forfaités pour blessure, les «Verts» ont dominé leur adversaire dès le début de la partie. La première tentative était l'œuvre de l'attaquant Islam Slimani, dont le tir passe juste à côté du poteau (3').

En dépit de leur domination, les Algériens ont échoué à mettre en difficulté les «Mourabitounes», bien en place notamment sur le plan défensif.

Les rares occasions n'ont pas été fructueuses. Il a fallu attendre la 37^e minute de jeu pour assister au premier tir cadré du match, signé par le défenseur Ayoub Abdellaoui, bien capté par le portier mauritanien Namori. Alors que la Mauritanie tenait bien son

match nul avant la pause, le capitaine du jour, Sofiane Feghouli, a surgi à la 40^e minute pour ouvrir le score.

Après un centre de Zinedine Ferhat, le défenseur Ahmed Touba remet d'une bicyclette dans la surface, le sociétaire de Galatasaray (Turquie) réussit, en deux fois, à catapulter le ballon au fond des filets, signant ainsi son 15^e but en sélection.

Après la pause, le sélectionneur français de la Mauritanie, Corentin Martins, a apporté trois changements à la fois, une manière d'aller bousculer l'équipe algérienne et refaire son retard, ce qui leur a permis d'égaliser grâce à Yacoub Sidi (56^e) après une faute de placement du portier algérien Alexandre Oukidja.

Les changements fructueux de Belmadi

La joie des Mauritanien n'a pas duré longtemps, puisque Feghouli a resurgi pour redonner l'avantage aux «Verts» (57^e) et signer son 16^e but en équipe nationale. L'Algérie a déroulé ensuite, grâce notamment à l'entrée en jeu de Youcef Belaïli et Baghdad Bounedjah, face à une équipe mauritanienne impuissante.

Les rentrants Adam Ounas (61^e) et Baghdad Bounedjah (70^e) ont permis aux champions d'Afrique de se mettre définitivement à l'abri. Les «Verts» auraient pu s'imposer sur un score plus

large, mais les nombreuses occasions procurées en deuxième mi-temps n'ont pas été concrétisées.

Pour cette première rencontre amicale, inscrite au programme des «Verts» en ce mois de juin, le sélectionneur national Djamel Belmadi a aligné une équipe largement remaniée, en présence pour la première fois du défenseur central Ahmed Touba (RKC Waalwijk/ Pays-Bas).

Avec cette victoire, l'équipe nationale atteint la barre de 25 rencontres de rang sans défaite, et revient à un match du record africain d'invincibilité détenu par la Côte d'Ivoire (26).

Avant cette confrontation, l'Algérie et la Mauritanie se sont affrontées à six reprises, entre rendez-vous amicaux et officiels. Les «Verts» détiennent un bilan largement en leur faveur avec 5 victoires pour 1 nul. L'Algérie enchaînera en affrontant le Mali, dimanche prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h45), avant de se rendre à Tunis pour défier la Tunisie, le vendredi 11 juin au stade Hamadi-Agrebi de Radès.

Ces rencontres amicales s'inscrivent dans le cadre de la préparation des «Verts» en prévision du 2^e tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar-2022, dont le coup d'envoi a été reporté de juin à septembre prochain, en raison de la pandémie de Covid-19.

M. M.

Mahrez dans le onze africain d'Europe de la saison 2020-21

L'ATTAQUANT international algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, figure dans le Onze africain d'Europe de la saison 2020-21, établi par le magazine «France Football» jeudi.

«Champion d'Angleterre et finaliste (malheureux) de la Ligue des champions, une performance qui doit beaucoup à ses buts décisifs notamment contre le

PSG, le capitaine des Verts d'Algérie a confirmé qu'il avait su s'épanouir sous Guardiola et surtout, s'adapter et diversifier le périmètre de son jeu sans se renier. Animateur, passeur et buteur, il n'a jamais joué aussi juste que maintenant», a écrit FF dans son édition en ligne.

Un autre international algérien a été retenu mais comme

remplaçant. Il s'agit de Rami Bensebaini, auteur d'une bonne saison avec son équipe (Borussia M' Gladbach/ Allemagne), avec laquelle il a inscrit quatre buts dont deux en Ligue des champions.

Outre Mahrez, le Onze africain d'Europe de la saison 2020-2021 comprend également : Edouard Mendy (Sénégal/

Chelsea), Achraf Hakim (Maroc/Inter), Kalidou Koulibaly (Sénégal/ Naples), Edmond Tapsoba (Burkina Faso/ Leverkusen), Reinildo (Mozambique/Lille), Amadou Haidara (Mali/ Leipzig), Frank Kessi (Côte d'Ivoire/ Milan), Ihels Bebou (Togo/Hoffenheim), Youssef En-Nesyri (Maroc/ Séville), Mohamed Salah

(Egypte/Liverpool).

Le meilleur joueur africain de la CAF de la saison 2020-2021 figure probablement dans ce Onze africain.

Remplaçants : Bounou (Maroc), Boupenda (Gabon), Bensebaini (Algérie), Kakuta (Congo), Ndidi (Nigeria), Simy (O), Onuachu (Nigeria).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Reprise progressive de l'instruction

Demandes de visa pour la France à partir du 17 juin

L'AMBASSADE de France en Algérie a indiqué que les consulats généraux de France en Algérie reprendront « progressivement », à compter du 17 juin prochain, l'instruction des demandes de visa présentées par des personnes se rendant en France pour motif professionnel et justifiant avoir obtenu par le passé un visa de circulation délivré par la France.

Dans un communiqué publié au lendemain de la réouverture des frontières aériennes algériennes, l'ambassade de France en Algérie a précisé qu'« afin d'anticiper une levée de ces restrictions d'entrée sur le territoire français, dont la date n'est pas encore connue à ce jour, les consulats généraux de France en Algérie reprendront progressivement, à compter du 17 juin 2021, l'instruction des demandes de visa présentées par des personnes se rendant en France pour motif professionnel et justifiant avoir obtenu par le passé un visa de circulation (visa de court séjour à entrées multiples) délivré par la France, d'une validité d'au moins un an et arrivé à expiration après le 1er novembre 2019 ».

Outre cette catégorie de demandeurs, le communiqué souligne que « les conjoints de Français, ainsi que ceux de ressortissants de l'Union européenne, pourront également déposer leur dossier », précisant que « les demandes, quelle que soit la qualité du demandeur, seront reçues sur rendez-vous qu'il sera possible de prendre en ligne à compter du 9 juin 2021 selon le processus habituel ».

La même source précise aussi que le contrôle des conditions de dépôt des demandes « sera effectué à l'entrée du centre » et que les personnes qui ne seraient pas en mesure de justifier qu'elles remplissent ces conditions « ne seront pas admises », soulignant que « la délivrance d'un visa n'autorise pas nécessairement le franchissement de la

frontière », qui demeure soumise aux « restrictions exceptionnelles mises en œuvre depuis le 31 janvier 2021 en raison de la pandémie de Covid-19 ». L'ambassade de France a ajouté, dans son communiqué, que « seules quelques catégories de voyageurs, dont la liste figure sur l'attestation de déplacement internationale consultable sur le site du ministère français de l'Intérieur (<https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/L-actu-du-Ministere/Attestation-de-deplacement-et-devoyage>), sont autorisées à entrer en France, sous réserve de disposer des documents requis habituellement pour l'entrée et le séjour en France, tels que passeport, visa, titre de séjour ».

Outre ce régime de circulation, le communiqué note que « le voyageur de plus de onze ans, quelle que soit sa nationalité, doit présenter à la compagnie de transport et aux autorités de contrôle à la frontière, le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique (RT-PCR Covid) datant de moins de 72 heures avant le départ (départ du premier vol en cas de voyage avec correspondance) et ne concluant pas à une contamination par Covid-19, une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne présente pas de symptôme d'infection au Covid-19 et qu'il n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de Covid-19 dans les quatorze jours précédant le voyage ». Dans sa déclaration d'honneur, le voyageur de plus de onze ans doit attester aussi, selon la même source, qu'« il accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé à son arrivée sur le territoire français, qu'il s'engage à respecter un isolement volontaire de sept jours après son arrivée en France métropolitaine et à réaliser au terme de cette période, un examen biologique de dépistage virologique (PCR) ».

Thinhinene Khouchi

Béjaïa

2 morts et 17 blessés dans un accident de la route à El-Kseur

DEUX personnes sont mortes et 17 autres ont été blessées hier, lors d'une collision frontale entre un bus de transport de voyageurs et un véhicule de tourisme, survenu sur la RN 26 (Bejaïa-Bouïra), à hauteur du lieu-dit El-Khroub, relevant de la daïra d'El-Kseur, 32 km à l'ouest de Béjaïa, a annoncé la Protection civile.

Les deux personnes à bord du véhicule léger sont décédées sur le coup.

Les blessés qui étaient à bord du bus souffrent de divers traumatismes, a précisé la même source.

Parmi ces blessés, figurent 2 enfants, 9 femmes et six hommes, a-t-on fait savoir.

M. O.

Vaccin au compte-gouttes



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Le barrage de Souk N'tlatha ne pourra pas être livré en 2021

■ Le projet du barrage de Souk T'latha, situé sur oued Bougdoura, dans la commune de Tadmaït (17 km à l'ouest de Tizi-Ouzou), ne sera pas livré cette année comme annoncé par les autorités, en raison des contraintes techniques mais aussi de la lenteur dans l'opération de relogement des expropriés.

Par Hamid M.

Le constat a été établi par les élus de l'Assemblée populaire de wilaya de Tizi Ouzou, au terme de l'inspection dudit projet au début de la semaine courante. « Sa réception, annoncée pour 2021, est quasiment impossible vu la lenteur des travaux et même l'arrêt probable à cause des contraintes techniques et du relogement des expropriés », lit-on dans un communiqué de l'APW de Tizi Ouzou. Les responsables en charge du barrage de Souk N'tlatha sont interpellés pour agir et assainir la situation. Pour rappel, ce projet avait été lancé en 2012. L'infrastructure hydraulique,



d'une capacité de 98 millions de m³, confiée à une société turque, en l'occurrence Nuro Ozaltin, pour un montant de 13 milliards de DA, devait voir le jour dans un délai de 40 mois. Il devait ali-

menter des populations des wilayas de Tizi Ouzou et Boumerdès ainsi que pour l'irrigation des surfaces agricoles.

H. M.

Aït R'zine/ Béjaïa

Des citoyens bloquent la station de traitement d'eau

Des habitants du village Ickoukar, issus de la commune d'Aït R'zine daïra d'El-Ghil-Ali, étaient très en colère jeudi dernier. Ils ont procédé à la fermeture de la station de traitement d'eau potable alimentée depuis le barrage Tichi-Haf, commune de Bouhamza. Cette action de protestation a provoqué une grande perturbation dans l'alimentation de milliers de foyers en eau potable dans au moins 25 communes de la wilaya, situés dans le couloir de la vallée de la Soummam, allant de la commune d'Akbou jusqu'à la ville de Béjaïa. Les mécontents ont bizarrement choisi de procéder de la sorte afin de « revendiquer l'alimentation de leur foyers et des poulaillers en électricité ». Selon l'Algérienne des eaux (ADE), « le rétablissement de l'alimentation de l'eau potable interviendra après la réouverture de la station ».

Effectivement, l'alimentation a été rétablie après que les mécontents aient libéré les vannes de la station. Pour leur part, les habitants du village Lakhemis, commune de Tmezrit, ont fermé jeudi matin le siège de la mairie afin d'exiger résolument « la concrétisation » de quelques projets de dévelop-

pement local, dont des infrastructures de base liées à l'aménagement d'une école primaire afin d'éviter à leur progéniture de parcourir 4 km pour leur scolarité, l'alimentation en eau potable dont souffre grandement le village, le raccordement au réseau de voirie, entre autres.

H.C.

Hydrocarbures

La Sonatrach classée première compagnie africaine par «Jeune Afrique»

Le Groupe Sonatrach a été choisi comme première compagnie africaine pour l'année 2021, selon le classement annuel des meilleures 500 entreprises africaines réalisé par le magazine «Jeune Afrique», demeurant ainsi leader des entreprises activant en Afrique. « Ce couronnement, qui n'est pas le premier du genre, a été réalisé en dépit de la pandémie Covid-19 ayant impacté

l'économie internationale en 2020 », a indiqué la Sonatrach sur sa page Facebook. Et d'ajouter que le Groupe a su préserver ses activités en cours tout en développant d'autres, d'où la réalisation d'un chiffre d'affaires important et des bénéfices dans une conjoncture difficile marquée par le recul de toutes les compagnies leader en Afrique, conclut la société nationale.

R. E.